PRIX DE L'ABONNEMENT.
Edition Quotidienne.

	Un An.	6 Mois.	3 Mois.	1 Mois.
POUR LES ETATS-UNIS.....	$10.00	$5.00	$3.00	$1.00
POUR L'ETRANGER.....	$15.15	$7.55	$3.75	$1.30

Les abonnements se soldent invariablement d'avance.

Le Numéro Cinq Sous

PRIX DE L'ABONNEMENT.
Edition Hebdomadaire.

	Un An.	6 Mois.	4 mois.	3 Mois.
POUR LES ETATS-UNIS.....	$3.00	$1.50	$1.00	75 cts
POUR L'ETRANGER.....	$4.00	$2.05	$1.35	$1.05

Les abonnements datent du 1er et du 15 de chaque mois.

L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

POLITIQUE, LITTERATURE. — PRO ARIS ET FOCIS — SCIENCES, ARTS.

1er Septembre 1827 — NOUVELLE-ORLEANS, SAMEDI, 20 JUILLET 1907 — 80ème Année

PARTIE REMISE.

Deux faits dominent en ce moment la politique extérieure : le voyage de demain de l'empereur Guillaume à Londres et le voyage d'hier de M. Etienne à Kiel et à Berlin ; ce sont des déplacements, d'inégale importance, mais que l'on ne peut apprécier isolément, car ils procèdent d'une même évolution politique. Tout d'abord, il faut nous demander ce que représente M. Etienne. A-t-il été chargé d'une mission officielle ou confidentielle ? Quelles impressions a-t-il laissées à Berlin ? Quelles impressions en a-t-il rapportées ? A cet égard, l'on peut croire que ni M. Etienne ni aucun membre du gouvernement ne m'ont fourni le moindre renseignement.

Je sais, cependant, par le bruit public et par quelques conversations discrètes, que M. Etienne s'est rendu en Allemagne sur l'invitation du prince de Monaco, qui en diverses occasions est intervenu activement dans les relations entre la France et l'Allemagne. Que le prince de Monaco ait consulté l'empereur Guillaume avant de le mettre en face de M. Etienne, cela n'est pas douteux. Il est moins certain que le gouvernement français ait préparé ou souhaité cette rencontre. Si nos renseignements sont exacts, il se serait contenté de ne point s'y opposer.

—

M. Etienne est un personnage de marque, avec lequel le ministère est obligé de compter ; il est l'un des derniers survivants de la pléiade gambettiste, et je crois bien le seul qui ait conservé à peu près intacte la tradition du maître. Au ministère de la guerre, il n'a peut-être pas fait tout le bien que nous aurions pu souhaiter, mais il a courageusement résisté aux sollicitations de ceux qui voulaient l'engager à fond dans les voies tracées par le plus néfaste de ses prédécesseurs. L'empereur Guillaume, alors même qu'il n'eût pas suggéré l'invitation dont le prince de Monaco a pris l'initiative, devait donc juger intéressant de s'entretenir avec M. Etienne, et l'on conçoit qu'il ait eu pour lui, les attentions qu'il prodiguait, au même moment, au duc de Rohan, au duc Decazes, au marquis de Ganay, à MM. de Kerjégu, Gaston Menier et à quelques autres de nos compatriotes.

On sait que M. Etienne, qui a fait de la politique coloniale l'objet de ses principales études, a toujours recommandé la pénétration pacifique de la France au Maroc. Ce sont des sujets qui sollicitent particulièrement l'attention de l'Empereur, et j'imagine que sur ces points spécieux, la conversation entre le souverain et notre ancien ministre de la guerre n'a pas dû manquer d'intérêt. Comment cette causerie "de bord", comparable à ce que l'on appelle des rencontres de villes d'eaux, a-t-elle pris une telle importance, qu'entamée sur un yacht à Kiel, elle s'est terminée à Berlin chez le prince de Bülow, c'est ce que je ne saurais dire.

Le gouvernement français en a montré quelque surprise, et peut-être aussi un certain embarras. Nous avions, en effet, à Berlin, un ambassadeur, diplomate de premier ordre, qui en pouvait prendre ombrage. Le prince de Bülow a reçu de la plus cordiale façon M. Etienne ; on n'en a pas fait mystère chez nous, ni même chez nos voisins ; en rentrant à Paris, M. Etienne a rendu compte à M. Pichon de son voyage, de ses entrevues, de ses conversations, ce qui n'était pas fait pour calmer les légitimes susceptibilités de notre ambassadeur à Berlin. M. Jules Cambon, en effet, avait peine à comprendre que le ministre des affaires étrangères, recevant M. Etienne immédiatement après son retour d'Allemagne, ait ainsi donné l'estampille officielle à la mission qu'il s'était attribuée.

S'il ne s'était agi que de rassurer l'Empereur allemand sur le caractère et la portée du traité franco-espagnol, c'était une besogne pour laquelle M. Cambon était mieux qualifié qu'un député, fût-il ancien ministre. M. Pichon dissipa le mécontentement de M. Cambon, en lui exposant purement et simplement la genèse du voyage qui l'avait si justement troublé ; mais ce que le ministre avait dit à l'ambassadeur, il n'avait pas la liberté de le faire connaître publiquement, car il lui eût fallu indisposer le vice-président de la Chambre, qui, comme on sait, tient entre ses doigts un nombre important de bulletins de vote, et du même coup répondre un peu sèchement à la bonne grâce de l'Empereur et à la courtoisie de M. de Bülow.

M. Etienne eût été d'ailleurs en droit de répondre qu'en allant causer avec l'Empereur et son chancelier il avait servi les intérêts de son pays, car il rapportait de Berlin des impressions très nettes sur l'attitude actuelle de l'Allemagne, les motifs du voyage en Angleterre et les sentiments qu'inspirait à Guillaume, notre situation politique actuelle. Ce sont ces impressions que je voudrais retracer ; elles sont d'ailleurs conformes à celles que rapportent toutes les personnalités françaises qui reviennent de Berlin ; je serais même étonné que M. Cambon ne les ait pas éprouvées lui-même. Je les résume donc ici.

—

L'Empereur voudrait, non pas causer avec nous, mais nous faire causer avec lui, demeurant maître de choisir son sujet, ou de l'étendre ou de le restreindre à son gré ; si bien que tout diplomate qui entrerait dans le cabinet de l'Empereur ou du prince de Bülow, avec le ferme dessein de réduire la conversation à un sujet déterminé, serait fatalement conduit à aborder des questions délicates, embarrassantes ou peut-être irritantes. C'est que l'Empereur se préoccupe avant tout du cercle de fer dans lequel l'Angleterre voudrait enserrer l'Allemagne ; il souhaiterait le briser et naturellement il pense que le plus sûr moyen d'obtenir ce résultat, serait de se mêler aux accords et aux ententes qui se nouent autour de lui, et de rompre ainsi son isolement.

C'est un peu le jeu que jouait Henri III lorsqu'à la grande satisfaction du duc de Guise, il adhéra solennellement à la Ligue. Si le cercle d'investissement était brisé, l'accord entre la France et l'Angleterre n'aurait plus de raison d'être, se dénouerait spontanément, et c'est là—il ne faut pas se le dissimuler—le but que l'Empereur se propose d'atteindre. C'était une négociation que l'on ne pouvait entreprendre officiellement avec M. Cambon, mais il était plus aisé de la préparer avec une haute personnalité ayant une réelle importance et point de mandat.

On voit apparaître ici le piège sous les fleurs—M. de Bülow—selon le mot que l'on prête, à tort ou à raison, à M. Etienne—sait caresser avec brutalité. La question n'est peut-être pas encore posée très nettement, mais déjà elle se dessine : "Avez-vous définitivement choisi entre l'Allemagne et l'Angleterre ? "Entre temps, l'Empereur et M. de Bülow affirment leur volonté de maintenir la paix. Depuis que Guillaume II est monté sur le trône, la paix n'a jamais été troublée ; la forte épée, l'invincible épée de l'Allemagne n'est pas sortie du fourreau. Le souverain n'entretient aucun mauvais dessein contre la France ; tout au contraire, il compatit à ses tristesses et la plaint de traverser une crise qui l'affaiblit. Il ne peut cependant se dissimuler que la révolution sociale, maîtresse chez nous, constituerait pour les voisins de la France un danger sérieux ; il connaît au mieux notre situation intérieure et s'il est trop correct pour s'en réjouir, on peut conc voir qu'il en triomphe et qu'il ménage notre faiblesse actuelle, comme en d'autre temps il eût respecté notre force.

L'Empereur et son chancelier disent volontiers que l'invitation adressée par Edouard VII à Guillaume II démontre, qu'éclairé par nos luttes civiles et les répercussions qu'elles ont eues sur le moral de certains de nos régiments, le roi d'Angleterre fait moins de fonds sur "son soldat continental". C'est un temps d'arrêt dans la politique anti-allemande. " La partie est remise", voilà la vérité. Il nous faut avouer, non sans mélancolie, que ces appréciations, si cruelles, de nos adversaires, nous faisons tout pour les justifier.

—

Nous touchions au but. Le roi Edouard VII, chef d'orchestre de la politique mondiale, venait de compléter son redoutable concert par le double accord entre la France et l'Angleterre avec l'Espagne ; il se préparait à lever son bâton pour donner le signal de la tragique symphonie ; tout d'un coup, la main qui menaçait se détend, le bâton s'arrête.

Ce n'est pas à la légère que le roi Edouard renonce — tout au moins pour le moment — à engager la partie qu'il avait si fortement nouée. Le roi d'Angleterre est, en effet, le diplomate le plus fin, l'homme d'Etat le plus avisé de notre temps. Monté sur le trône au lendemain de la guerre transvaalienne, qui coûtait à l'Angleterre tant de sang et d'argent, on pouvait croire qu'il lui faudrait se recueillir longtemps pour panser les blessures de son pays et voilà qu'en peu d'années, il a su rendre à l'Angleterre tout son prestige, développer sa puissance, augmenter son autorité ; il a mis dans son jeu le Japon qu'il a jeté sur la Russie, a fait entrer dans son système l'Espagne et le Portugal, et même il a pu décider à prendre éventuellement sa place dans le quadrille l'Italie, qui—s'il fallait en croire M. de Bülow—se montrait tout au plus disposée à à lui accorder un tour de valse.

Enfin, il flirte en ce moment avec la Russie, oublieuse de ses anciens et de ses récents griefs. Comme le disait Dorine à Harpagon : il est homme à marier le Grand Turc avec la république de Venise. En France, après avoir obtenu l'amitié des dreyfusards, en approuvant leurs efforts en vue de la révision, il s'était acquis les sympathies des nationalistes en faisant miroiter à leurs yeux l'espoir d'une prochaine revanche. C'est ainsi qu'il avait su gagner tous les partis et se tenait prêt à les associer—quand sonnerait l'heure choisie par lui—à la réalisation de son plan prestigieux : la limitation de la puissance allemande dont le développement maritime et l'expansion coloniale étaient pour lui un sujet de graves préoccupations.

Et quelle magnifique apothéose : les soldats de Jeanne d'Arc, les "grognards" de Napoléon s'unissant aux archers de Bedford et aux grenadiers de Wellington, pour assurer la suprématie de l'Empire britannique dans le monde ! Quel ouragan a donc ébranlé ce prodigieux édifice ? L'empereur d'Allemagne aurait-il raison, et le roi d'Angleterre se serait-il momentanément arrêté devant les douloureuses réalités que j'indiquais plus haut ?

Sur l'échiquier où devait se jouer la grande partie, la pièce principale ce devait être le "cavalier français". A-t-il pu croire que ce cavalier était devenu un simple fou et serait hors d'état, momentanément, de remplir le rôle qui lui était assigné ? Pendant longtemps, Edouard VII n'a pas voulu voir, il a refusé d'entendre.

A la veille de la visite de Guillaume II à Tanger, le roi d'Angleterre, qui était alors notre hôte, dînait en compagnie de quelques amis personnels. A table, on s'exprima avec une familière liberté sur le compte de l'empereur d'Allemagne. Un ami du Roi s'en émut, exprima la crainte que de tels propos pouvaient être répétés, provoquer de la part de l'Empereur un vif mécontentement, amener peut-être une crise.... et il ajoutait tristement :

—Pour braver la colère de Guillaume II, il nous faut une armée prête et nous ne pouvons y compter avec un André et un Pelletan.

A quoi, le Roi répondit :

—Vous serez toujours frondeur, mon cher.... amiral. Nous n'aurons pas la guerre et si nous l'avions malgré nous, l'armée française ferait son devoir magnifiquement, le général André nous l'affirmait hier encore.

—

Et, malgré le coup de théâtre de Tanger, qui fut peut-être la réplique de l'Empereur à "ces nouveaux propos de table", Edouard VII, toujours confiant, vint à Paris le 1er mai 1906 ; il y est revenu cette année, parce qu'il voulait que les Anglais partageassent sa quiétude et son optimisme.

Pourquoi, brusquement, ces dispositions se sont-elles modifiées ? Pourquoi Edouard VII invite-t-il Guillaume II à le venir voir officiellement en souverain ? Ne sommes-nous pas en droit de nous inquiéter de cette saute de vent ? Nous disons ces choses sans préoccupation de parti et nous ne craignons pas d'avertir nos adversaires, car, hélas ! depuis longtemps amis et ennemis connaissent la vérité. Je veux bien à la rigueur qu'on tienne pour suspects les avertissements patriotiques des Albert de Mun, des Vogüé, des Coppée, des Costa, des Houssaye, des Frédéric Masson, des Bourget, des Rochefort, des Drumont, des Judet, des Daudet, des Cassagnac, des Mauras, des Delafosse, des Calmette, des Berthoulat, des Bailby, des Jules Roche, des Robert Mitchell, mais on ne récusera pas les journaux, les orateurs républicains qui n'ont pas craint d'étaler nos misères dans leurs écrits ou à la tribune ; M. Clemenceau lui-même déclarait que si l'indiscipline régnait dans l'armée, c'en serait fait de la France, à l'heure où le général Langlois, sénateur républicain, nous disait ce qu'il fallait penser de la discipline actuelle.

M. Rouvier s'écriait : "La France se dissout !" M. Poincaré, grand orateur, grand avocat, candidat à la présidence du conseil et peut-être aussi de la république, affirmait et détaillait l'anarchie générale qui tend à devenir la règle de notre pays ; enfin, hier matin, M. Jaurès, le grand leader socialiste, terminait ainsi son article dans l'"Humanité : "On se demande à quelle passion d'aveuglement et de désordre est livré le pays."

Donc à la Chambre le Chaos, au gouvernement l'Incohérence, dans le pays l'Inquisition. Les actes du gouvernement aboutissent à une faillite : conseils de guerre, rachat de l'Ouest, retraites ouvrières, libération anticipée des classes, impôt sur le revenu.

En résumé, pas de direction, pas d'initiative, pas de responsabilité. Dans l'armée, quoi qu'en ait dit le général Picquart, l'indiscipline est en bas. Certes le grand et le petit commandement ne méritent que des éloges, mais le ministre de la guerre n'a ni le courage, ni même la volonté de protéger les officiers contre la délation, la calomnie, l'abus des influences auxquelles il n'ose résister. La magistrature est insurgée ou asservie, les fonctionnaires se redressent devant l'autorité et s'inclinent devant l'émeute ; les financiers s'inquiètent, les propriétaires sont menacés, l'argent émigre à l'étranger ; les classes autrefois dirigeantes, systématiquement tenues à l'écart des fonctions publiques, se découragent, se résignent et s'efforcent, pour la plupart, d'oublier dans les distractions artistiques ou mondaines la perte de leur crédit et de leur influence. Enfin, la nation tout entière, affolée, se laisse aller à la dérive et semble attendre le salut d'un grand homme, d'un grand nom ou d'une grande cause. Et de cette effroyable situation, nous sommes tous responsables, car nous l'acceptons sans révolte, nous la subissons sans faire un effort pour en sortir. Nous nous bornons à accuser le gouvernement et le peuple. Le peuple est ce que nous le faisons, donnons-lui le bon exemple, il le suivra ; montrons-lui dans un miroir figure de héros et vous le verrez se passionner pour l'héroïsme.

—

En ce moment deux routes s'ouvrent devant nous : l'une convient à nos traditions, à notre tempérament. En la suivant, nous referons l'âme française, cette âme que nie M. Clemenceau, parce que—médecin—il ne l'a jamais rencontrée, sous son scalpel, cette âme qui n'est pas abolie cependant, puisque dans le Midi de la France elle a vibré, superbement à la voix d'un modeste viticulteur devenu le rédempteur. Cette âme nationale n'est qu'engourdie ; nous l'aurions promptement ranimée, si tous les hommes de bonne volonté, républicains et opposants, antidreyfusards ou dreyfusards, catholiques, protestants ou juifs, oubliant d'anciennes rancunes, faisant trêve aux querelles présentes, s'unissaient pour rétablir et fortifier la discipline, non seulement dans l'armée, mais dans tous les cœurs et dans tous les esprits.

Si nous nous décidons à nous détourner un seul instant des buts particuliers que chacun de nous poursuit et qui sont la cause principale de nos divisions, pour nous attacher à un seul objet : Faire une France toujours plus forte, toujours plus grande, quelles admirables perspectives s'ouvriraient devant nous ! Pour une aussi généreuse entreprise, il nous faudrait, après une période de calme recueillement, un bel effort de volonté, d'abnégation.

Nous y déciderons-nous ?

L'autre route est plus attrayante pour les résignés, les pacifistes à tout prix. Elle nous conduit au désintéressement de tout ce qui est noble, de tout ce qui est grand. Quand nous l'auront parcourue, la France ne sera plus qu'un Etat neutralisé, comme la Belgique et la Suisse, sans le patriotisme, sans les vertus civiques des Suisses et des Belges. Dans cette voie funeste, l'empereur Guillaume souhaiterait nous engager. Ne disait-il pas récemment à deux illustres compositeurs français : "Venez à nous. Vous serez l'art, je serai l'équilibre !" Si nous nous contentons de n'être que la table d'hôte des souverains et le casino de l'Europe, nous verrons bientôt disparaître notre vigueur, notre énergie. Vassale de la Russie, de l'Angleterre ou de l'Allemagne, nous perdrons notre dignité sans assurer notre sécurité et, par crainte de la guerre et de ses tragiques éventualités nous provoquerons tôt ou tard une agression brutale, que nous serons hors d'état de repousser

Nous avons encore des milliards en dépit des efforts tentés pour tarir la source de nos richesses et notre fortune pourrait être pour les voisins qui nous guettent une dangereuse tentation.

Réveillons-nous donc, relevons-nous, car—pour répéter un mot tristement célèbre—si nous fermions nos casernes, nous ouvririons peut-être le grand cimetière sur le fronton duquel il n'y aurait plus qu'à inscrire :

CI GIT LA FRANCE !

ARTHUR MEYER.

Extrait du Gaulois.

Mangez-le par plaisir.
Mangez-le par contentement.
Les deux sont les résultats de la santé physique.
Le plus nourrissant des aliments faits avec la farine est

Uneeda Biscuit

Chaque miette est une bouchée d'énergie.

5¢ en boîte hermétiquement protégée contre la poussière et l'humidité.

NATIONAL BISCUIT COMPANY

L'Etiquette à la Cour d'Angleterre

Edouard VII est adoré de ses sujets, et sa popularité s'étend bien au delà des limites de son empire. Ce serait pourtant une erreur de croire que ce monarque aux allures si affables et si débonnaires manifeste une indifférence absolue sur les questions d'étiquette. Bien au contraire, qu'elles soient de date ancienne ou récente, les prescriptions du cérémonial de la cour d'Angleterre n'ont jamais été observées avec plus de rigueur.

On n'a pas oublié qu'en 1871, dit le "Royal Magazine," le futur roi Edouard VII, alors prince de Galles, fut attaqué de la fièvre typhoïde au retour d'une visite qu'il venait de faire à lord Londesborough. Depuis cette époque-là, toute maison où se rend pour la première fois le souverain ou l'héritier de la couronne doit être soumise à un rigoureux examen de salubrité. Des hommes du métier s'assurent que le fonctionnement des conduits et des tuyaux affectés à l'écoulement des eaux ménagères ne laisse rien à désirer.

Aucun danger de fièvre typhoïde n'est à craindre, les prescriptions les plus minutieuses de l'hygiène ont été observées dans la construction ou la réparation du château qu'une visite royale va rendre désormais historique. A peine le roi en a-t-il franchi le seuil qu'il est chez lui.

ARDSLEY
AN ARROW
Procédé Clupeco
COL
Quart Grandeur, 15c pièce 2 pour 25c.
CLUETT, PEABODY & CO.,
Fab. de Chem. Cluett et Monarch

Les appartements où le souverain accepte l'hospitalité de l'un de ses sujets, dit le "Royal Magazine", doivent se composer d'une série de pièces indépendantes du reste de l'habitation et avoir une sortie particulière sur un jardin.

Le roi se fait accompagner de ses domestiques, qui lui servent dans ces appartements son premier et son second déjeuner. C'est seulement pour le dîner qu'il s'assied à la table de son hôte, à la place occupée d'ordinaire par le maître de la maison. En principe, l'étiquette exigerait que le roi seul eût sous les yeux le menu du repas, mais cette prescription n'est pas universellement observée.

En revanche, la vieille règle qui ne permettait pas d'apporter sur la table royale des bols d'eau chaude où les convives se seraient trempé le bout des doigts est encore aujourd'hui en vigueur. Ce n'est pas qu'Edouard VII ait à redouter les ingénieuses manœuvres des partisans des Stuarts qui faisaient passer leur verre tantôt à droite tantôt à gauche d'un bol plein d'eau, de manière à boire à la santé du roi "de l'autre côté de l'eau", c'est-à-dire du Prétendant, lorsqu'ils étaient obligés de s'associer à un toast porté à un roi de fait dont ils ne reconnaissaient pas l'autorité comme légitime. Ces petits artifices n'on plus leur raison d'être depuis longtemps ; mais, à défaut d'intérêt politique, l'interdiction de se laver les mains à table en présence du roi se justifie suffisamment par des considérations de respect et de propreté.

C'est une marque de faveur très recherchée de la haute aristocratie anglaise que d'offrir l'hospitalité au roi. Il est vrai que le personnage qui reçoit cet honneur n'est plus maître chez lui. Il est obligé de soumettre au souverain la liste de ses invités, et on assure qu'Edouard VII useraît très largement du droit de rayer des noms et d'en inscrire de nouveaux ; mais qu'importe ? Une chambre où a couché un roi d'Angleterre devient un monument historique que les futurs propriétaires du château seront fiers de montrer aux visiteurs de l'avenir.

Les ballons dirigeables dans l'armée française.

Paris, 19 juillet—Le "Petit Parisien" annonce aujourd'hui que la commission du budget a l'intention de demander de nouveaux crédits pour la construction de ballons dirigeables pour l'usage de l'armée.

Si ces crédits sont alloués chaque fort de la frontière de l'est sera muni d'un dirigeable d'un modèle semblable à "La Patrie" le ballon acheté par le gouvernement aux frères Lebaudy.

S'il est possible des aérostats plus grands encore que "La Patrie" seront construits pour l'usage du quartier-général de l'état-major.

LES Femmes en Prison.

Toutes les statistiques judiciaires de l'Europe sont unanimes à proclamer que les instincts criminels sont plus rares chez les femmes que dans l'autre moitié du genre humain, mais la proportion des contingents fournis par les deux sexes au nombre total des condamnés subit des variations très sensibles suivant les divers pays.

En France, dit M. Vernon Harris, dans la "Nineteenth Century," il y a une femme seulement sur cinq criminels ; aux Etats-Unis, une sur douze, et cette proportion est bien plus faible encore en Espagne et en Italie. Dans la Grande-Bretagne, au contraire, une regrettable égalité tend de plus en plus à s'établir sur ce terrain entre les deux sexes. C'est l'intempérance qui ouvre aux femmes anglaises les portes de la prison. Le nombre des femmes condamnées pour crimes ou délits imputables à des habitudes d'ivrognerie, qui était de 54,348 en 1878, s'est élevé à 60,211 en 1904.

Le collaborateur de la "Nineteenth Century," qui a été inspecteur général des prisons, nous apprend que la coquetterie et la vanité féminines ne perdent jamais leurs droits même sous les verrous.

Une prisonnière, dit-il, parut, un jour, le visage barbouillé de poudre blanche, et, comme elle ne pouvait avoir eu de miroir, elle n'avait abouti qu'à des résultats ridicules, mais elle prétendait appartenir aux plus hautes classes de la société et il n'en fallut pas davantage pour que son exemple fût immédiatement suivi par toutes les autres détenues. Une surveillance fut exercée et les gardiens s'aperçurent que les femmes grattaient le plâtre des murs de leurs cellules pour en faire du fard.

Les vieilles récidivistes, qui comptent un grand nombre de condamnations, sont toutes fières de leurs états de services, mais elles manifestent un dédain profond pour tous les genres de délits qui ne rentrent pas dans leur spécialité.

Le voleuses s'enorgueillissent de ne pas trainer sur les trottoirs et de ne pas se montrer ivres dans les rues : "les malheureuses," pour nous servir de l'euphémisme employé en Angleterre, méprisent les voleuses, et celles qui ont été condamnées pour avoir émis de la fausse monnaie se font gloire d'exercer une profession ou plutôt un art qui exige une remarquable habileté.

Les préjugés sur la hiérarchie des professions et les petites vanités humaines se retrouvent intacts à l'intérieur de la prison.